

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE

Paris, le 04/02/2025

AU 31 décembre 2024

N°105

Solde

Le solde général d'exécution de l'État s'établit au 31 décembre 2024 à – 156,3 Md€ contre -173,3 Md€ à fin décembre 2023.

Dépenses

Au 31 décembre 2024, les dépenses du budget général (hors remboursements et dégrèvements d'impôts d'État) s'établissent à 443,4 Md€ contre 454,6 Md€ à fin décembre 2023, soit une baisse de -11,2 Md€. Cette évolution résulte d'une part, de la sortie des boucliers tarifaires exceptionnels sur l'électricité et le gaz ainsi que de la diminution des charges de la dette de l'État principalement liée à une moindre charge d'indexation du capital en raison de la baisse de l'inflation, et d'autre part, de la hausse des dépenses militaires, des mesures de revalorisation des salaires des enseignants et des mesures salariales de la police nationale.

Les prélèvements sur recettes sont globalement en baisse de -0,4 Md€ par rapport à fin décembre 2023 avec une diminution du prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne en 2024 de -1,6 Md€ compensée partiellement par une hausse sur le prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales de +1,2 Md€.

Recettes

Au 31 décembre 2024, les recettes du budget général ¹ (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État) s'établissent à 348,9 Md€ contre 348,0 Md€ à fin décembre 2023.

Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 325,7 Md€ contre 322,9 Md€ à fin décembre 2023, soit une hausse de +2,8 Md€. Celle-ci s'explique principalement par la progression des recettes constatées sur l'IS net (+0,6 Md€) et sur la part Etat de la TVA nette (+1,6 Md€). Les autres recettes fiscales nettes sont également en hausse par rapport à 2023 (+2,0 Md€), essentiellement en raison de la croissance des autres taxes intérieures (+2,0 Md€) et du prélèvement de solidarité (+0,8 Md€). Ces hausses sont toutefois compensées par la légère décroissance des recettes d'IR net (-0,6 Md€) et de la part Etat de la TICPE nette (-0,8 Md€).

¹ Les recettes du budget général sont présentées hors fonds de concours alors que ceux-ci sont intégrés dans la présentation des dépenses.

Les recettes non fiscales s'élèvent à 23,2 Md€ à fin décembre 2024 contre 25,1 Md€ à fin décembre 2023, soit une baisse de -1,9 Md€. Celle-ci est principalement liée au versement par l'Union européenne, dans le cadre du cofinancement par la Facilité pour la reprise et la résilience, d'une partie du Plan national de relance et de résilience (-3,5 Md€) en cohérence avec l'échéancier de versement. Cette baisse est partiellement compensée par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+0,9 Md€), en raison du versement de l'excédent du fonds de réserve des agents de la Banque de France, et des produits du domaine de l'État (+0,6 Md€).

Comptes spéciaux Au 31 décembre 2024, le solde des comptes spéciaux s'établit à -2,3 Md€, soit une amélioration de +2,8 Md€ par rapport à son niveau à fin décembre 2023. Celle-ci est principalement due à l'amélioration du solde du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+3,8 Md€), portée principalement par la fin du bouclier tarifaire qui a entraîné le recouvrement de recettes de TICFE, et à l'amélioration du solde du compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » (+0,9 Md€). La dégradation du solde du CAS « Pensions » (-2,1 Md€) en lien avec la revalorisation des pensions au 1^{er} janvier 2024 atténue ces améliorations.

La situation du budget de l'État

Au 31 décembre 2024

Service de la fonction financière et comptable de l'État

Adresses internet : <https://www.economie.gouv.fr/dgfip/la-situation-mensuelle-de-letat>

Ou : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/publications-de-la-direction/situation-mensuelle-du-budget-de-letat-smb>

Solde Le solde général d'exécution au 31 décembre 2024 s'établit à -156,296 Md€ contre -173,260 Md€ à fin décembre 2023.

Dépenses totales du budget général Les dépenses totales nettes des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'État s'établissent à 511,146 Md€ au 31 décembre 2024 contre 522,693 Md€ à fin décembre 2023.
Les dépenses du budget général (BG) au 31 décembre 2024 atteignent 443,413 Md€ contre 454,565 Md€ à fin décembre 2023 tandis que les prélèvements sur recettes (PSR) s'établissent à 67,733 Md€ au 31 décembre 2024 contre 68,127 Md€ à fin décembre 2023.

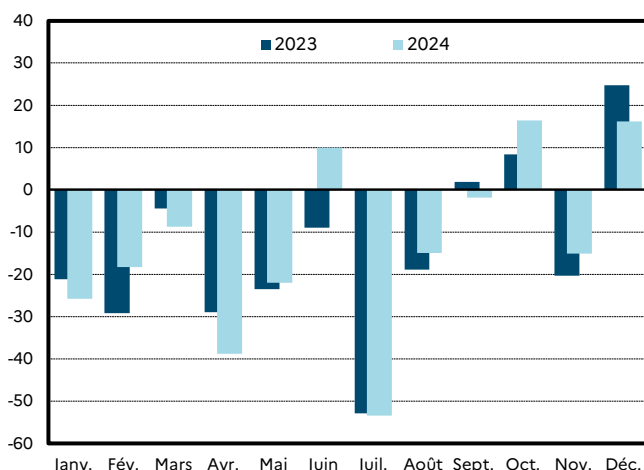
Recettes totales du budget général Les recettes totales nettes des R&D d'impôts d'État au 31 décembre 2024 s'établissent, y compris fonds de concours (FDC) et attributions de produits, à 357,200 Md€ contre 354,534 Md€ à fin décembre 2023.
Hors FDC et attributions de produits, les recettes s'élèvent à 348,891 Md€ au 31 décembre 2024 contre 348,042 Md€ à fin décembre 2023.

Solde général (hors FMI)

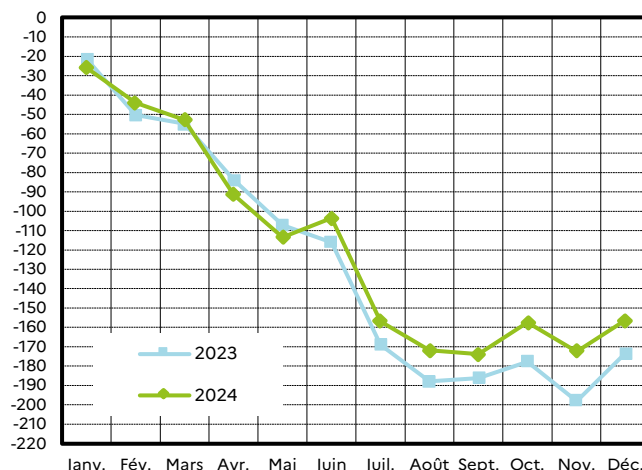
en millions d'euros	Cumul à fin décembre			Cumul à fin décembre				Variation à fin décembre 2024 ⁽³⁾ / 2023 ⁽³⁾ à périmètre courant
	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 exécuté ⁽³⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 exécuté ⁽³⁾	2024 exécuté ⁽³⁾	
Solde du budget général	-158 195	-158 195	-168 159	-158 195	-158 195	-168 159	-153 946	
Dépenses (BG et PSR)	512 935	519 917	522 693	512 935	519 917	522 693	511 146	-2,2%
Recettes	354 740	361 722	354 534	354 740	361 722	354 534	357 200	0,8%
Solde des comptes spéciaux	6 726	6 726	-5 101	6 726	6 726	-5 101	-2 350	
dont avances aux collectivités territoriales	2 214	2 214	-3 604	2 214	2 214	-3 604	163	
Solde des budgets annexes	27	27	288					
Solde général	-151 441	-151 441	-172 972	-151 469	-151 469	-173 260	-156 296	

Solde général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1^{er} août 2001, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

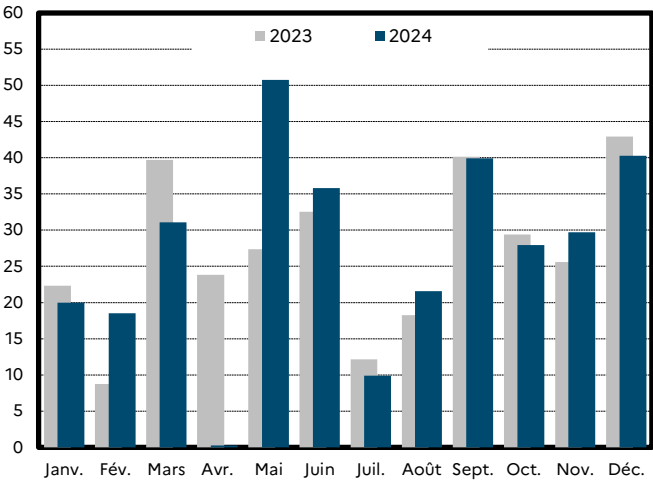
⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023 exécuté" et "2024 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200).

Recettes totales nettes du budget général

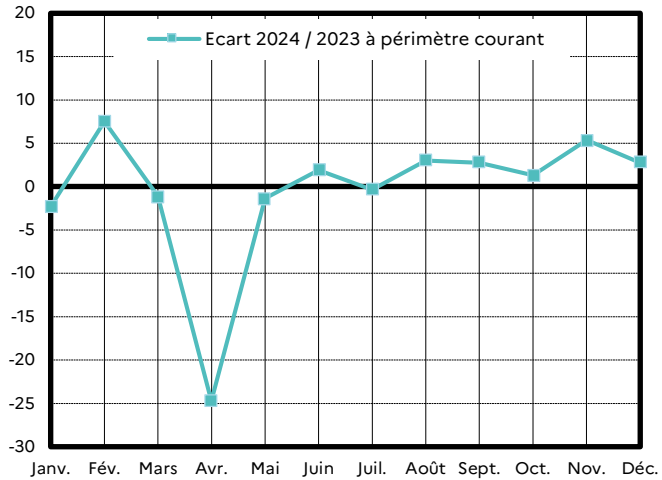
en millions d'euros	Exécution	LFG	Cumul à fin décembre		Variation à fin décembre 2024 / 2023	
	2023	2024	2023	2024	Périmètre courant	Périmètre constant
Recettes fiscales	322 903	323 256	322 903	325 679	0,9%	0,8%
Impôt sur le revenu	88 589	88 168	88 589	87 987	-0,7%	-0,7%
Impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	56 825	57 700	56 825	57 420	1,0%	1,0%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	16 804	15 925	16 804	15 969	-5,0%	-3,9%
Taxe sur la valeur ajoutée	95 188	95 636	95 188	96 759	1,7%	1,4%
Autres recettes fiscales ⁽²⁾	65 497	65 828	65 497	67 544	3,1%	3,1%
Recettes non fiscales	25 139	23 712	25 139	23 212	-7,7%	-7,7%
Recettes du budget général (hors FDC et attributions de produits)	348 042	346 969	348 042	348 891	0,2%	0,2%
Fonds de concours et attributions de produits	6 492	7 399	6 492	8 309	28,0%	28,0%
Recettes du budget général (avec FDC et attributions de produits)	354 534	354 367	354 534	357 200	0,8%	0,7%

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

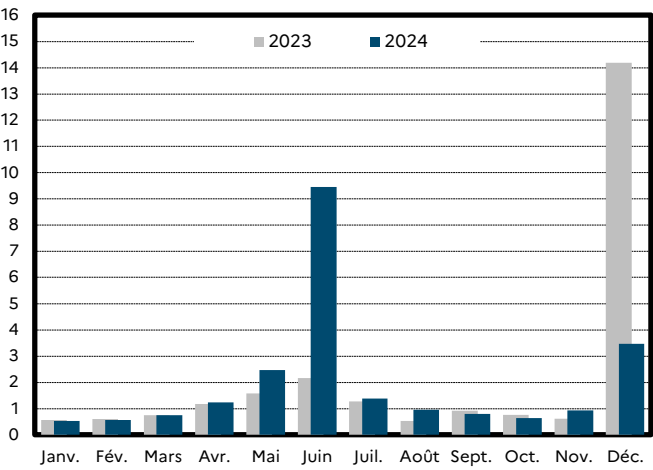


écart 2024-2023 (cumul depuis le début de l'année)

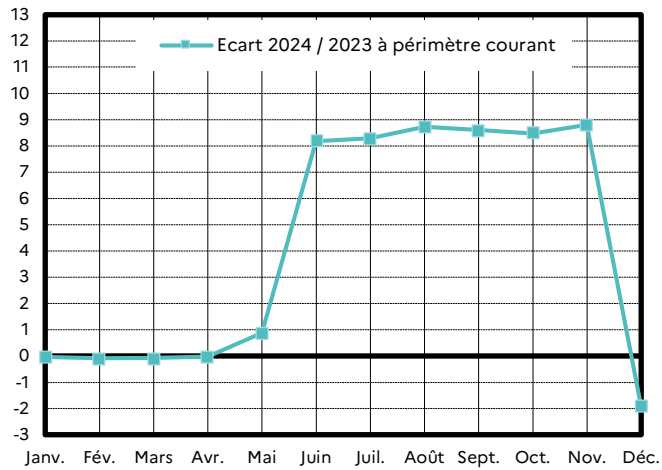


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2024-2023 (cumul depuis le début de l'année)



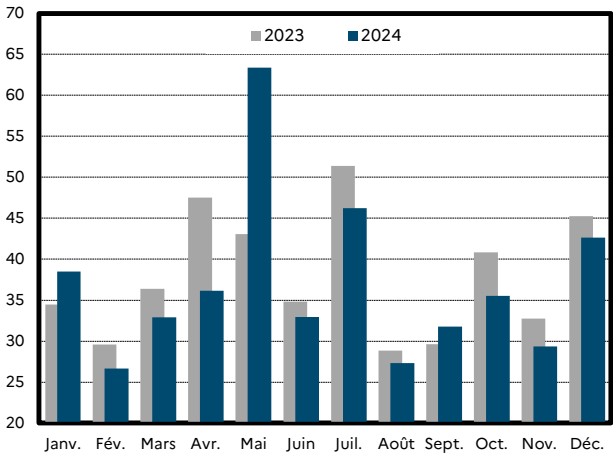
⁽¹⁾ Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (CSB) et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) ;
⁽²⁾ Y compris CSB et CRIS.

Dépenses totales nettes du budget général

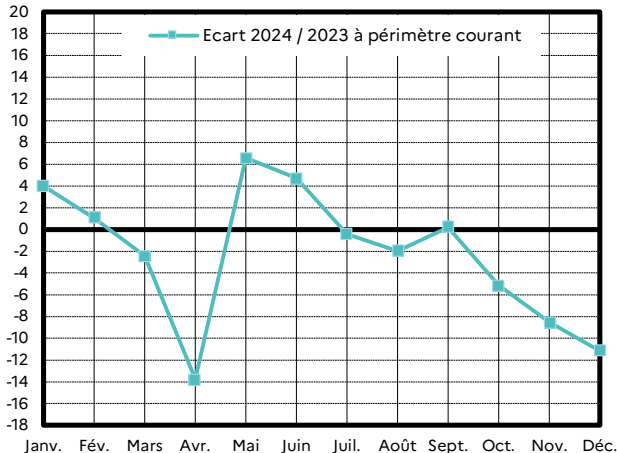
en millions d'euros	Exécution	Cumul à fin décembre		Variation à fin décembre 2024 / 2023	
	2023	2023	2024	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	1 077	1 077	1 157	7,5%	7,5%
Dépenses de personnel	144 807	144 807	152 819	5,5%	5,5%
Dépenses de fonctionnement *	74 179	74 179	76 803	3,5%	3,5%
Charges de la dette de l'État	54 780	54 780	50 085	-8,6%	-8,6%
Dépenses d'investissement	18 696	18 696	19 712	5,4%	5,8%
Dépenses d'intervention	158 315	158 315	141 727	-10,5%	-10,3%
Dépenses d'opérations financières	2 712	2 712	1 110	-59,1%	-59,1%
Dépenses du budget général	454 565	454 565	443 413	-2,5%	-2,4%
PSR au profit des collectivités territoriales	44 254	44 254	45 457	2,7%	2,7%
PSR au profit de l'Union européenne	23 873	23 873	22 276	-6,7%	-6,7%
Prélèvements sur recettes	68 127	68 127	67 733	-0,6%	-0,6%
Dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes)	522 693	522 693	511 146	-2,2%	-2,1%

Dépenses du budget général nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2024-2023 (cumul depuis le début de l'année)



Solde général détaillé (hors FMI)

en millions d'euros	2022 ⁽¹⁾			2023 ⁽²⁾			2024 ⁽²⁾	
	LFI	LFR 2	EXE	LFI	LFG	EXE	LFI	LFG
Dépenses totales du budget général	467 788	513 443	512 935	525 805	529 129	522 693	519 908	518 680
Prélèvements sur recettes	69 600	67 916	67 263	70 584	69 460	68 127	66 667	67 337
Dépenses du budget général	398 188	445 527	445 672	455 221	459 668	454 565	453 241	451 343
dont dépenses financées hors fonds de concours et attributions de produits	391 907	439 247	438 164	449 983	454 430	448 074	445 842	443 944
Recettes totales du budget général	314 030	346 772	354 740	364 365	362 380	354 534	378 585	354 367
Recettes fiscales	287 572	315 766	323 284	328 194	330 610	322 903	348 482	323 256
Recettes non fiscales	20 177	24 726	23 949	30 933	26 532	25 139	22 704	23 712
Fonds de concours et attributions de produits	6 281	6 281	7 508	5 238	5 238	6 492	7 399	7 399
Solde des comptes spéciaux	-85	3 021	6 726	-3 619	-5 866	-5 101	-5 728	-4 724
dont avances aux collectivités territoriales	625	1 926	2 214	-2 066	-2 383	-3 604	-2 415	-830
Solde des budgets annexes	15	300	27	125	211	288	160	246
Solde général	-153 828	-163 350	-151 441	-164 933	-172 404	-172 972	-146 892	-168 791
Pour mémoire : R&D d'impôts d'État	123 982	129 540	125 783	127 055	139 544	137 322	136 189	143 116
R&D d'impôts locaux	6 626	7 018	6 982	4 587	4 602	5 123	4 291	5 058

* Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES) ;
⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1^{er} août 2001, les données "2022" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;
⁽²⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" et "2024" sont nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200).